

# **Produire la ville vivante : le travail des citadins et des non-humains**

## **Producing the living city: the work of city-dwellers and non-humans**

*Accepted Manuscript – June 2017*

Marion Ernwein

Chercheuse boursière du Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique (FNS) à l'Université d'Oxford.

[marion.ernwein@ouce.ox.ac.uk](mailto:marion.ernwein@ouce.ox.ac.uk)

Claire Tollis

Chercheuse post-doctorante à l'Institut Français des Sciences et Techniques des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux (IFSTTAR), Villeneuve d'Ascq.

[claire.tollis@ifsttar.fr](mailto:claire.tollis@ifsttar.fr)

### **Résumé:**

Cet article se veut une prise de position à l'encontre des approches de la « nature » en ville par la présupposée « demande sociale » dont elle ferait l'objet. Abordant les citadins non comme des « demandeurs » mais des acteurs voire des *faiseurs*, et la « nature » non comme un objet générique mais comme un ensemble hétérogène et multiple de non-humains agissants, il vise à saisir l'activité de *production* mise en œuvre par ces deux catégories d'acteurs à l'heure où les politiques néolibérales d'austérité remettent en cause la fabrique professionnelle des espaces verts. Nous penchons sur l'économie politique de la nature urbaine, nous montrons que les programmes de bénévolat et de mise au travail des non-humains dans les parcs sont des témoins d'une nouvelle division du travail environnemental à l'heure de l'austérité.

**Mots-clés:** Nature en ville, géographie urbaine, jardinage urbain, géographie plus-qu'humaine, géographie du travail.

### **Abstract:**

This contribution is conceived as a critique of the focus of the (francophone) literature on urban “nature” on the hypothetical “social demand” towards it. In contrast, we approach city-dwellers as *makers* rather than “users”, and “nature” not as a generic object but as a heterogeneous assemblage of active non-humans. By doing so, we seek to shed light on the productive activity performed by these two categories of actors, at a time when neoliberal austere policies question the role of professionals in the making of urban green spaces. We analyse the political economy of urban nature, to show that the development of programmes that mobilise volunteer work and non-human labour testifies to a new division of environmental labour at a time of austerity.

**Keywords:** urban nature, urban geography, urban gardening, more-than-human geography, labour geography.

Alors que l'urbanisme moderne avait fait des espaces verts un de ses motifs récurrents (Auricoste 2003), les deux dernières décennies ont vu l'avènement de nouveaux vocables référant d'abord à la « nature », puis au « vivant » en ville (Darribehaude et al. 2016)<sup>1</sup>. De fait, si l'imaginaire occidental a longtemps opposé ville et nature (Salomon Cavin 2005), la ville durable semble marquer leur rapprochement, voire leur hybridation. Le développement de savoirs naturalistes urbains (Blanc 1998 ; Lachmund 2013 ; Lizet et al. 1997) et l'implication en ville d'organisations de protection de la nature (Ramelet 2014 ; Salomon Cavin 2006 ; Salomon Cavin et al. 2010) ont été autant de vecteurs y contribuant.

Or, si la ville devient nature, cette « nature » reste, dans la littérature de sciences sociales francophone, majoritairement appréhendée comme l'*objet* de représentations (Arrif 2009) et de pratiques (Ulmi et Girardin 2013), un objet spatialisé dont la place se trouve avant tout au jardin<sup>2</sup>. Pourtant, comme nous le montrons dans cet article, la « nature » urbaine est loin d'être homogène, et elle est bien plus active dans la fabrique de l'espace urbain que la plupart des travaux ne l'admettent.

En outre, (trop) peu de travaux sur la nature urbaine interrogent réellement la ville en question, les ressorts de sa production, et les leviers de l'action publique permettant d'agir sur elle, et donc sur sa nature. Or, face au développement de nombreux travaux sur la ville néolibérale (Brenner et Theodore 2002), nous défendons l'idée qu'il importe de penser l'économie politique de la nature en ville.

Enfin, la focalisation d'une partie de la littérature sur une hypothétique « demande sociale » (Boutefeu 2005 ; Bourdeau-Lepage et Vidal 2013, 2014) peine à rendre compte des enjeux de pouvoir lui étant associés. Cette notion de « demande sociale de nature » pose problème car la nature y apparaît à la fois consensuelle et passive (Classens 2015) : si les citoyens sont en demande, l'institution fournit une nature-objet qui attend sagement. Or, des recherches récentes montrent que ladite nature n'est pas désirée de façon unanime, et que son aménagement ne répond pas nécessairement à une « demande » ; il est même fréquemment controversé (Tollis 2013). De plus, le citoyen est loin de se contenter de « demander » : la nature en ville fait de manière croissante l'objet d'une co-fabrication qu'il importe de mettre au jour.

Par contraste, nous abordons les citoyens non comme des « demandeurs » mais des acteurs voire des *faiseurs* de nature (suivant l'expression utilisée par Debarbieux et Rudaz 2010 ; Matthey 2013), et la « nature » non comme un objet générique mais comme un ensemble hétérogène et multiple de non-humains agissants. Nous mettons en évidence l'activité de *production* (Smith 1984) mise en œuvre par ces deux catégories d'acteurs au sein de programmes de bénévolat environnemental et de mise au travail des non-humains. Alors qu'une littérature a récemment émergé qui porte sur les faiseurs de (projet de) ville (Matthey 2011, 2014) et les agents – jardiniers, cantonniers, éboueurs – contribuant à faire et entretenir

---

<sup>1</sup> Voir aussi les Symposiums « Vivant en ville » (Lyon 2007, 2009, 2011) ainsi que la journée d'études « Vivant en ville » (Grenoble 2016).

<sup>2</sup> Voir les nombreux événements scientifiques focalisés sur la figure du jardin : Renouveau des jardins : clés pour un monde durable ?, Cerisy 2012; Les jardins en politique, Cerisy 2016; Ordres et désordres au jardin, Strasbourg 2016; Jardins de demain, Paris 2017.

la forme urbaine (Arpin et al. 2015 ; Béguin 2013 ; Jeanjean 1999 ; Le Crenn-Brulon 2010 ; Menozzi 2007 ; Strebel 2011), nous montrons que ces programmes sont les témoins d'une nouvelle division du travail environnemental à l'heure de l'austérité – un travail qui n'est plus nécessairement ni salarié ni même mis en œuvre par des humains.

Cet article combine un état de la littérature, nécessairement partiel et partial, sur les modalités émergentes de production de la nature urbaine, et des éléments empiriques et conceptuels tirés de nos travaux de thèse respectifs sur la gouvernance de la nature urbaine à Genève et Grenoble (Ernwein 2015 ; Tollis 2012). Nous commençons par mettre en évidence l'évolution du rôle joué par les citoyens dans la fabrique des espaces urbains végétalisés, avant de nous pencher sur l'émergence de l'idée que les non-humains puissent être mis au travail pour fabriquer la ville. Chacune de ces sections propose de considérer les incidences socio-spatiales et morales de cette redistribution du travail.

## **1. JARDINAGE COLLECTIF, BENEVOLAT ENVIRONNEMENTAL : LA VILLE-NATURE PRODUITE PAR SES HABITANTS**

L'émergence de la notion d'espace vert au XX<sup>e</sup> siècle tient à la fois du développement d'un urbanisme fonctionnaliste et de la domination de l'industrie horticole sur l'économie floristique (Bergues 2010 ; Cueille 2003). Elle s'accompagne du développement d'un corps de métier, celui des paysagistes (Donadieu 2009) et horticulteurs (Cueille 2003) qui, regroupés au sein de services d'espaces verts, prennent en charge l'aménagement et l'entretien des espaces publics végétalisés au profit de citoyens dont le rôle reste restreint à la promenade et la contemplation. Si les usages des parcs se diversifient (Ulmi et Girardin 2013), le citoyen se retrouve également, à compter des années 2000, investi sous des formes multiples – jardinage collectif, bénévolat environnemental – dans la production et l'entretien d'espaces végétalisés. Dans cette section, nous mettons en évidence les formes prises par cet investissement et les multiples manières dont elles réinterrogent la notion de travail et les modalités de production de la nature en ville.

### **1.1. Jardinage urbain : le renouveau**

Le jardinage urbain – entendu au sens de participation, par des citoyen-ne-s et au sein de l'espace urbain, à des activités de production horticole, fruitière ou légumière, à des fins non marchandes et hors du cadre professionnel – n'est pas chose nouvelle. Dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest, patronat et clergé mettent dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à disposition des classes laborieuses des jardins d'abord appelés, dans leur version française, jardins « ouvriers » avant de prendre, dans les années 1960, le nom de « familiaux » (voir Consalès 2000 ; Guyon 2004). L'attraction que le jardinage exerce depuis une dizaine d'années sur les chercheurs comme les praticiens semble pourtant indiquer son renouveau. En effet, prenant le nom de « collectifs », « partagés » ou encore « communautaires », de nouveaux types de jardins se sont répandus dans les villes européennes (Demailly 2015 ; Ernwein 2015 ; Mestdagh 2015 ; Nahmias et Hellier 2012) et nord-américaines (Baudry 2010 ; Paddeu 2015). Situés dans les centres urbains, sur des lots généralement publics, et organisés sur un mode souvent collectiviste, ces jardins font office de laboratoire des nouvelles sociabilités urbaines par des groupes de la société civile cherchant à y tester des formes d'organisation politique

référant notamment aux commons (Eizenberg 2012), ou à des échanges dé-monétarisés (Rosol et Schweizer 2012).

Si le renouveau du jardinage a d'abord été accueilli avec suspicion par des institutions publiques s'interrogeant sur le rôle à jouer dans l'accompagnement de ces dynamiques (Ernwein 2014), rares sont aujourd'hui les municipalités – occidentales en tout cas – s'y opposant. À l'inverse, à l'image du programme Main Verte ou plus récemment du concours des Parisculteurs, tous deux organisés par la mairie de Paris, de nombreuses municipalités se sont engouffrées dans cette thématique. Les colloques initiés, en France par les directeurs de parcs et jardins<sup>3</sup>, en Suisse par les autorités cantonales<sup>4</sup>, pour discuter du rôle des citoyens dans la fabrique des espaces publics végétalisés, sont une preuve additionnelle de l'intérêt témoigné par les institutions publiques à l'égard de ces nouveaux espaces. Les porteurs de projets ne sont d'ailleurs pas en reste, certains cherchant activement le soutien des pouvoirs publics. À Genève, l'association de guérilla jardinière demande ainsi, en 2012, le soutien de la municipalité (Ernwein 2016a), à contre-courant d'un discours académique tendant à présenter ce mouvement comme anti-institution (Adams et Hardman 2014). Aussi une bonne part des jardins collectifs est-elle aujourd'hui, si ce n'est organisée, au moins accompagnée, par des institutions publiques.

La transformation de la perspective des pouvoirs publics vers un soutien quasi unanime interroge. Outre l'identification d'intentions tout à fait louables telles que la revitalisation de certains quartiers ou l'encouragement à une activité physique et une consommation saine, certains y voient la conséquence de la circulation à l'échelle internationale de ce qui serait devenu un nouveau modèle d'espace public (Eizenberg et Fenster 2015). D'autres y voient un outil de gentrification, ces jardins étant souvent investis par une population éduquée, prête à payer des loyers élevés et à contribuer au renouvellement des profils sociaux des quartiers en question (Exner et Schutzenberger 2017 ; Mestdagh 2015 ; Quastel 2009). Aussi ce consensus cacherait-il le rejet de formes d'occupation de l'espace associées aux classes populaires (Domene et Sauri 2007 ; Frauenfelder et al. 2014 ; Nahmias et Hellier 2012 ; Slavuj Borcic et al. 2016). D'autres enfin mettent en lien cet intérêt soudain avec les difficultés rencontrées par les municipalités pour continuer à entretenir l'espace public à l'heure de l'austérité (Ghose et Pettygrove 2014 ; Perkins 2009, 2010, 2011 ; Rosol 2010, 2012). À Berlin, suite à de coupes massives dans les effectifs des jardiniers municipaux, la municipalité, initialement opposée à l'appropriation collectiviste de l'espace public opérée par les jardins collectifs, a littéralement fait volte-face tentée de voir dans ces jardins un outil d'entretien des espaces verts (Rosol, 2010). C'est une perspective partagée par les responsables des espaces verts de plusieurs communes du canton de Genève, qui voient dans les jardins collectifs des outils d'entretien *ad interim* d'espaces en attente d'aménagement. Dans la commune suburbaine de Vernier, les jardins collectifs ont même intégré le plan de gestion différenciée, leur spécificité étant d'être entretenues non par les jardiniers municipaux, mais par les ayants-droit (Ernwein à paraître).

---

<sup>3</sup> Colloque Ville jardinée et initiatives citoyennes, Strasbourg, 2012.

<sup>4</sup> Colloque Quand les acteurs privés font la nature en ville, Genève, 2015.

## **1.2. Faire-faire, faire-entretenir : le travail des bénévoles**

De la sorte, les jardins collectifs permettent aux collectivités de faire-faire, à tout le moins de faire-entretenir, par des habitants, de *nouveaux* espaces de nature aménagés en jardins. D'autres cas témoignent de la délégation, à des citoyens, de parcelles d'espaces publics *existants* (parcs, squares) jusqu'alors pris en charge par les pouvoirs publics, par le biais de programmes de bénévolat, qu'ils soient de type *ad hoc* (Froik Molin et Konijnendijk van den Bosch 2014) ou organisé (Krinsky et Simonet 2012). Les bénévoles sont alors investis dans différentes tâches, allant du ramassage des déchets à la responsabilité du fleurissement de squares, en passant par le désherbage et la taille de haies. Cet écovolontariat urbain s'inscrit dans différentes trajectoires socio-économiques dont un dénominateur commun semble être l'austérité. Ainsi, l'apparition dans les années 1970, à New York, de programmes de bénévolat coïncide avec la crise financière ayant touché la ville et conduit à la suppression de nombreux emplois publics (Krinsky et Simonet 2012). De même, en Grande-Bretagne, si en 2002 la plupart des programmes de bénévolat dans les parcs étaient de nature *ad hoc* (Jones 2002), ils font, depuis les coupes massives opérées depuis 2010 dans les budgets des gouvernements locaux, l'objet de programmes organisés.

Reste à savoir ce qui est en définitive produit par ces bénévoles. Ils contribuent en apportant leur force de travail, mais aussi dans certains cas à travers des dons financiers et/ou matériels (Krinsky et Simonet 2012). Sur un plan plus général, s'ils contribuent à produire de l'*espace* public, il semble qu'ils soient aussi partie prenante de la transformation de la notion même de *service* public. Ainsi, à Genève, les réflexions actuellement menées par les responsables du service des espaces verts quant au développement de programmes de bénévolat, s'accompagnent d'un discours appelant à transformer la notion de service public en faisant des citoyens non plus des « consommateurs » mais des « acteurs » dans la fourniture de leurs propres services publics (Ernwein 2017).

Ainsi, les multiples facettes de la participation des citoyens contribuent-elles à faire de la production de nature en ville une activité partagée dont les gestionnaires d'espaces verts ne sont plus les seuls dignitaires. Loin d'être anecdotiques, ces différentes pratiques contribuent à façonner la forme urbaine et à produire de la valeur que certains s'essayent à mesurer en la traduisant en équivalent d'heures de travail (Krinsky et Simonet 2012). Aujourd'hui, les observateurs s'interrogent sur la nature de ce type de participation, l'évolution de la notion de travail qu'elle accompagne, ou encore les tropes sociaux et spatiaux dont témoignent ces programmes.

## **1.3. Mobilisation, responsabilités, justice : les enjeux socio-spatiaux du travail bénévole**

Un des enjeux est la gouvernance, tant des jardins collectifs que des programmes de bénévolat dans les espaces verts : le citoyen-comme-bénévole fournit-il simplement du travail gratuit, ou contribue-t-il/elle également à la prise de décision ? La plupart des recherches sont plutôt mitigées sur ce plan (Demaillay 2014). Les recherches de Froik Molin et Konijnendijk van den Bosch suggèrent que l'implication bénévole dans la création de nouveaux espaces verts offre une marge de manœuvre plus large au citoyen dans la prise de décision que l'implication à titre bénévole dans l'entretien d'espaces existants, où les bénévoles sont plutôt

vus comme des « extras » permettant de faire face à la diminution des budgets municipaux d'espaces verts (Froik Molin et Konijnendijk van den Bosch 2014, p. 558).

À l'heure de la flexibilisation du travail, Krinsky et Simonet (2012) voient dans l'ampleur prise par les pratiques bénévoles dans l'entretien des espaces verts une nouvelle division du travail environnemental urbain. Suite à la crise financière connue par la ville de New York dans les années 1970, la ville a vu ses effectifs de jardiniers municipaux diminuer d'environ deux tiers entre 1975 et 2005. Depuis lors, des travailleurs relevant d'au moins six statuts différents se côtoient dans la prise en charge des parcs : i) des employés municipaux, ii) des employés des « conservancies »<sup>5</sup> qui embauchent leurs propres jardiniers hors des barèmes salariaux du public et du système syndical, des bénévoles intervenant iii) à titre individuels (« bénévoles à permis ») ou dans le cadre iv) de journées d'entreprise ou v) d'associations, et vi) des bénéficiaires de programmes de réinsertion par le travail<sup>6</sup>. Cela pose la question de l'égalité des statuts, des conditions de travail et des droits entre les différentes catégories de bénévoles, ainsi qu'entre bénévoles et salariés (Krinsky et Simonet 2012). L'autre manière d'envisager la question consiste à s'intéresser aux formes de travail nécessaires pour accompagner ce type de pratiques, et à l'éventuelle évolution des métiers de l'environnement urbain pouvant y être liée. En dehors des programmes britanniques et américains souvent plus structurés, les expériences européennes semblent montrer qu'à l'heure actuelle cette thématique est prise en charge par les responsables d'espaces verts en sus de leur travail (Froik Molin et Konijnendijk van den Bosch 2014).

L'implication des citoyens dans la production et l'entretien des espaces verts dépasse la spatialité du parc, qui se voit débordé par l'investissement de friches (Scapino 2016), de toits, de pieds d'immeubles et autres délaissés (Demailly 2015). En ce sens, ces programmes ont un réel potentiel de dépassement de la répartition souvent inégalitaire des espaces verts. Toutefois ce potentiel n'est de loin pas toujours réalisé. Eizenberg et Fenster (2015) montrent qu'à Jérusalem la plupart des jardins collectifs sont aménagés dans des quartiers au profil social élevé. À l'inverse, Ghose et Pettygrove (2014) montrent que de nombreux dispositifs de prise en charge bénévole des espaces verts se focalisent dans des quartiers plutôt pauvres, faisant retomber sur les épaules de ceux qui ont le moins de ressources l'entretien de l'espace public. En tous les cas, ces programmes témoignent de tropismes spatiaux qu'il importe de mettre au jour et, éventuellement, de contester.

En dépit de ces points critiques, un atout de ces programmes est la possibilité pour les citoyens de se mettre dans la peau des travailleurs municipaux. Les journées de nettoyage de la ville de Grenoble sont encore loin de remplacer les nettoyeurs, mais permettent aux participant-e-s de comprendre l'expérience de ces derniers en vivant de manière incarnée leur travail. Ces programmes sont enfin conçus pour susciter un attachement aux services qui les organisent : ainsi ce responsable d'espaces verts dans une commune genevoise expliquant

---

<sup>5</sup> Krinsky et Simonet définissent les *conservancies* comme des « associations qui gèrent certains parcs en partenariat avec la ville (...) et [dont] certaines ont commencé à embaucher leur propre main-d'œuvre » (Krinsky et Simonet 2012, p. 52).

<sup>6</sup> Bien qu'ils soient parfois caractérisés de bénévoles, ils le sont moins que ce qu'il paraît, puisque leur implication est exigée pour pouvoir bénéficier d'aides sociales

que ces dispositifs sont « des manières de ramener les gens à nous » (et pas uniquement d'externaliser des tâches d'entretien) (Ernwein 2015 ; voir aussi Perkins 2009).

Loin des lectures univoques, certaines formes d'implication bénévole s'inscrivent ainsi dans une logique de *care* (Blanc 2013), d'autres de délégation de service public (Rosol 2012), d'autres encore d'individualisation de l'engagement environnementaliste (Perkins 2010). Autant de lectures contradictoires qui invitent à reconnaître la multiplicité des visages du phénomène et à clarifier l'appareil conceptuel mobilisé.

## **2. LES NON-HUMAINS AU TRAVAIL : INTELLIGENCE VEGETALE ET INGENIERIE ANIMALE AU SERVICE DE LA VILLE**

Outre le rôle nouveau du citoyen, le modèle horticole s'est également récemment vu remis en cause par l'émergence de préoccupations environnementales et budgétaires. La directive Européenne REACH, les directives sur l'eau, la loi Labbé ou, en Suisse, l'ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits phytosanitaires (OrrChim 2005), ainsi que les compressions budgétaires liées aux politiques d'austérité ont requis de réviser le modèle reposant sur un travail intensif et de grandes quantités d'intrants – eau, engrais, biocides, carburants. Loin de n'être qu'une question technique, cette nouvelle approche a entraîné un changement de paradigme dans la manière de concevoir la nature de la ville et l'éthique des relations au vivant. En effet, la remise en cause du modèle horticole des espaces verts a rendu les dynamiques du vivant excessivement visibles. L'adoption de pratiques « zéro-phyto » et l'abandon du désherbage chimique, conjugués à une diminution des effectifs de jardiniers, ont mis au jour la nécessité de s'adapter de manière innovante à un végétal pouvant être débordant. Plusieurs stratégies de gestion ont été mises sur pied, qui témoignent de la reconnaissance du caractère plus-qu'humain de la ville (Braun 2005), une ville où les non-humains ne se contentent pas des places qui leur sont assignées. Dans cette section nous abordons d'abord la manière dont la gestion différenciée s'y attaque, puis nous explorons l'émergence de discours et pratiques tentant de discipliner les dynamiques du vivant afin de mettre les non-humains au travail.

### **2.1. Vers la ville vivante**

À Grenoble, ladite écologisation de la gestion des espaces verts s'est opérée en plusieurs étapes. La gestion dite *durable* mise en place dès le début des années 1990 encourage à prendre en compte les éléments de l'environnement global dans les pratiques de gestion (réduction de la pollution de l'air par les transports et les dispositifs d'entretien des végétaux, économies d'eau et d'énergie, encouragement de la biodiversité). Dans ce cadre, la gestion *différenciée* (Aggeri 2004 ; Le Crenn Brulon 2010 ; Menozzi 2007) mise en place au début des années 2000 opère un zonage entre les surfaces à gérer selon les usages et le degré d'intervention des agents. Plusieurs classes de gestion sont ainsi définies, de la plus maîtrisée (massifs de fleurs ornementaux à l'entretien hebdomadaire) à la plus « libre » ou « extensive » (prairies fleuries fauchées une à deux fois par an). Si certains y voient le retour du « sauvage » ou du « champêtre » en ville (Aggeri 2004), le cas genevois témoigne en parallèle de l'adoption d'un vocable référant à une nature urbaine plus « vivante » (Ernwein 2016b). Alors que le modèle horticole envisageait la nature en ville au prisme de la « nature

morte » (Arpin et al. 2015), la valorisation des plantes vivaces, indigènes et autres prairies laisse en effet plus de place à l'expression d'un végétal qu'on s'occupe moins à tondre et à tailler. Même la conception des massifs ornementaux change, puisqu'ils sont désormais conçus sur un mode plus fluide qui valorise les interactions entre les plantes (Ernwein 2016b).

Si la prise en compte de « la vitalité et la récalcitrance des non-humains » (Braun 2008) a permis d'envisager de nouveaux types d'aménagement, la plupart des travaux existants célèbrent simplement cette nouveauté, omettant de l'inscrire dans les enjeux socio-économiques contemporains. D'autres littératures, autour des travaux de Donna Haraway (2008) notamment, s'intéressent pourtant aux conséquences, sur la pratique des humains, de la reconnaissance des capacités actives des non-humains. Cette littérature analyse notamment l'émergence de discours et pratiques qui voient dans la capacité d'action des non-humains une force de travail pouvant être activée pour produire de nouvelles infrastructures ou entretenir des paysages urbains (Braun 2014 ; Wakefield 2016). Ainsi, non seulement les non-humains sont-ils actifs et, pour certains, encouragés à l'être, mais leur activité est aussi cooptée pour fabriquer et gouverner l'espace urbain. Cela nécessite de réinterroger ce qu'est aujourd'hui un producteur de forme urbaine, à l'heure où les plantes s'auto-entreprennent, et où les animaux sont désignés comme des ingénieurs et les insectes des auxiliaires dans la lutte contre les parasites.

## **2.2. De la récalcitrance au travail : changer de regard sur l'activité des non-humains**

À Grenoble, la mise en œuvre de la gestion différenciée s'accompagne de la mise en place, à l'échelle de la ville, d'une protection dite *biologique*, qui vise à remplacer l'usage des produits phytosanitaires par l'exploitation de la relation « naturelle » de prédation entre les espèces. L'adoption d'une telle approche *biocontrôle* et non plus *biocide* de la gestion des espaces verts se base sur la mobilisation d'insectes et acariens désignés comme des « auxiliaires » – un discours quasi-militaire (Tollis et Garcia 2011). Cela témoigne d'une approche probiotique de la biopolitique (Lorimer 2017), qui consiste à utiliser les compétences de non-humains pour en faire vivre ou en faire mourir d'autres. En ce sens, des compétences précises des non-humains sont utilisées par les humains concernés pour mettre en œuvre leur projet. Aussi les jardiniers grenoblois, estiment-ils que « [leurs] insectes » « travaillent pour [eux] », témoignant de relations nouvelles se tissant avec ces adjuvants de la gestion de l'espace public. Les auxiliaires sont en outre souvent vus comme plus efficaces et de toute façon plus vertueux que les anciens outils. On leur attribue des compétences : vitesse, agilité, solidarité. Toutefois, il peut y avoir « des ratés » : à Grenoble, certains espaces en gestion dite naturelle, comme la Bastille, constituent des réservoirs d'auxiliaires voués à se déplacer pour « intervenir » dans d'autres espaces. Parfois, il faut attendre que les insectes partenaires « arrivent » sur les lieux d'une invasion, alors qu'une intervention chimique aurait pu être immédiate. Si, « de toute façon ils vont venir puisqu'il y a à manger pour eux », cela ne correspond pas forcément au temps d'intervention d'une pulvérisation biocide. Ainsi, les insectes sont vus à la fois comme des adjuvants permettant une meilleure maîtrise du caractère naturel de la ville mais également comme des facteurs d'incertitude, de résistance temporaire à une maîtrise auparavant (crue comme) totale : « Tout ça c'est dans



une marmite : on fait, on défait, on refait ». Au-delà de la relation au vivant, c'est tout un pan de l'action publique qui se réorganise autour de modes de faire plus proches de l'improvisation et d'un droit à l'erreur qu'il conviendrait de rendre légitime<sup>7</sup>.

Si les insectes s'activent pour protéger les plantes, ces dernières ne sont pas en reste. Alors qu'à l'ère horticole, les plantes étaient généralement mises en terre à leur stade adulte – les gestionnaires les appelaient d'ailleurs des « plantes finies » – et tenues de rester stables – ce dont on s'assurait en les arrosant, en les nourrissant et en les taillant (Hitchings 2007) – ce rapport au végétal a récemment commencé à être remis en cause. À Genève, l'idée de recourir davantage à l'« intelligence végétale » (Armanios 2016) est ainsi mobilisée par la direction du service des espaces verts au moment où elle demande aux jardiniers, de moins en moins nombreux, de « cesser le jardinage »<sup>8</sup> pour économiser les ressources humaines<sup>9</sup>. Qu'est-ce que cette intelligence végétale ? Ce n'est pas seulement avoir, en tant qu'humain, l'intelligence de placer le bon végétal au bon endroit pour s'économiser des ressources, c'est aussi et surtout reconnaître les capacités propres aux plantes<sup>10</sup> (Atchison et Head 2013). À Genève cette mobilisation de l'« intelligence végétale » prend trois visages : c'est utiliser la capacité reproductive des plantes pour aménager à moindre coût de nouveaux espaces, par exemple en autorisant des plantes spontanées couvre-sol à se répandre au lieu de semer du gazon ; c'est aussi favoriser, en lieu et place de plantes horticoles annuelles, la robustesse et la vitalité de plantes vivaces pouvant rester en place plusieurs saisons au lieu de nécessiter l'intervention régulière du jardinier ; c'est enfin travailler sur les capacités interactives des plantes afin de les laisser se contrôler mutuellement plutôt que de devoir intervenir. Ainsi de nouvelles connaissances du végétal contribuent-elles à penser les plantes comme des actrices permettant de réduire les tâches d'entretien voire d'aménager de nouveaux espaces – bien loin de l'approche horticole fixiste exigeant simplement des plantes de rester en vie. Cela s'accompagne de transformations discursives, ces plantes dynamiques et robustes étant positivement taxées de « vivantes », les plantes horticoles annuelles de « crevasses » ou encore de « plantes molles » (Ernwein 2016b).

L'utilisation des capacités du vivant pour aménager l'espace est poussée à son paroxysme dans la notion d'infrastructure vivante. Face au risque de montée des eaux et de tempêtes dévastatrices dont l'ouragan Sandy a donné il y a quelques années un avant-goût, la ville de New York envisage d'inviter les huîtres, naturellement présentes dans la baie, à s'agglomérer en récifs autour de carcasses de voitures submergées, construisant ainsi des barrières contre les courants. Il s'agit là d'une infrastructure vouée à être dynamique, mouvante, la construction de laquelle mobilise les compétences d'*ecosystem engineering* des huîtres (voir

---

<sup>7</sup> Certains le font déjà, à l'image de maires de petites communes instaurant une dynamique de transition écologique et citoyenne (Par exemple, J.-F. Caron, maire de Loos-en-Gohelle).

<sup>8</sup> Document interne, SEVE Genève, août 2015.

<sup>9</sup> Entre 2010 et 2016, les effectifs de jardiniers ont diminué de 9% alors que les surfaces à gérer augmentaient du même pourcentage.

<sup>10</sup> Cette approche fascine le grand public, en témoignent certaines revues de vulgarisation scientifique, comme ce numéro de *Science & Vie* de mars 2013 « Plantes. Elles sont intelligentes. Elles ont de la mémoire, s'entraident... », dossier "A la une" de 20 pages. Dynamique à laquelle participent aussi d'autres auteurs comme J.-M. Pelt qui a publié de nombreux livres sur les faits troublants du vivant (voir Pelt 1996), ainsi que F. Hallé (1999 ; 2011), sur les compétences des arbres.

Jones et Wright 2006)<sup>11</sup> pour protéger des infrastructures urbaines (Braun 2014 ; Wakefield 2016).

Ces approches ne sont pas sans parenté épistémologique avec la notion de service écosystémique (Maris 2014). On y retrouve en effet une lecture utilitariste des fonctions écologiques, perçues non pour leur valeur intrinsèque mais pour ce qu'elles peuvent apporter comme *service* à l'humain – huîtres ne faisant pas que s'agglomérer mais offrant une barrière contre les courants aux humains, pissenlits et chardons ne faisant pas que se répandre mais aménageant pour un service d'espaces verts en sous-effectif un cimetière jusqu'alors minéral, etc. Nous estimons pourtant qu'elles s'en distinguent pour au moins trois raisons. Dans le cas genevois, il s'agit explicitement de redistribuer l'effort de travail vers les non-humains au moment où d'importantes réductions d'effectifs empêchent la réalisation de certaines tâches. Ainsi l'« intelligence végétale » est-elle mise au service de l'« optimisation des ressources managériales » (Armanios 2016 ; de Weck 2016). A Grenoble, les jardiniers expliquent également considérer les insectes auxiliaires comme des « travailleurs », témoignant de l'existence d'un discours émique sur un travail non-humain. Dans les deux cas, les non-humains sont considérés comme des forces de travail mobiles qui vont être activées et disciplinées, plutôt que comme des fonctions écologiques pré-existantes à valoriser et monétariser.

Alors que la pensée économique classique voit la nature comme une ressource passive et restreint la notion de travail aux humains, cette mobilisation des compétences du vivant invite à réfléchir à ce qu'on appelle une force de travail dans la production urbaine. Un certain nombre de théoriciens réfléchissent depuis une dizaine d'années à la notion de travail animal et à la marchandisation des compétences du vivant (Barua 2016 ; Collard et Dempsey 2013 ; Haraway 2008 ; Porcher 2015). Si certains insistent sur le travail reproductif des non-humains (ce qui est le cas des vivaces ou des plantes couvre-sol), on peut discerner ici deux autres activités mises en œuvre par les non-humains. D'une part, on peut identifier un travail biopolitique, quand les compétences de non-humains sont déployées pour gouverner la vie d'autres non-humains (voir notamment Hodgetts 2017). On mobilise alors le comportement des uns pour faire vivre, faire mourir, ou encore susciter un comportement adéquat chez d'autres. D'autre part, ces non-humains apparaissent mettre en œuvre un travail génératif de construction, mobilisant soit leurs compétences spatiales (plantes couvre-sol qui aménagent un bosquet), soit des compétences d'*ecosystem engineering* (huîtres qui construisent des récifs). L'utilisation des non-humains à ces fins n'est pas sans poser des questions d'ordre éthique et moral.

### **2.3. Exploitation, invisibilisation, commercialisation : les enjeux socio-spatiaux du travail des non-humains**

À partir du moment où les humains comptent sur le travail de non-humains, apparaît le risque de développer une relation d'exploitation. À titre d'exemple, certaines larves d'auxiliaires sont mises au réfrigérateur lorsqu'elles sont réceptionnées (après avoir été commandées sur

---

<sup>11</sup> Le concept d'*ecosystem engineering* désigne la capacité des non-humains animaux et végétaux à transformer les conditions abiotiques de leur écosystème.

catalogue) afin que leur développement soit bloqué. Ainsi, l'utilisation des compétences vitales des auxiliaires reste liée à une perspective dominatrice des humains qui jouent sur leur rythme biologique (Cooper 2015). Si les conditions de travail des mammifères (animaux d'élevage, prédateurs dans des parcs naturels) fait l'objet d'une littérature certes marginale mais cohérente, comment penser un rapport éthique à l'insecte<sup>12</sup> ?

En outre, certains auxiliaires (les acariens, notamment) ne sont pas visibles à l'œil nu ; leur travail n'est donc pas directement visible. Plus, il contribue à invisibiliser le travail des humains qui les accompagnent – un travail qui inclut des tâches de veille, de comptage, d'essaimage, d'évaluation, ou encore d'intervention correctrice. Cet accompagnement prend du temps et demande lui aussi des compétences. Le témoignage d'un interviewé genevois est à ce sens éclairant, qui indique à propos d'un jardin géré de façon extensive : « on aurait cru que tous les jardiniers étaient morts ». Espacer les tontes, favoriser le développement des espèces vivaces, indigènes, résistantes, compter les auxiliaires, s'assurer qu'ils sont mobiles et susceptibles d'intervenir « en urgence », vérifier l'adéquation entre plantes, habitat, auxiliaire et prédateurs, relève d'un travail important. En bref, *laisser-faire* la nature est un art de faire qui se donne à voir sous une forme qui peut être associée à du *laisser-aller*. Lorsque sont organisées les conditions pour qu'un jardin « se débrouille tout seul » (selon les termes d'un jardinier grenoblois), le travail des faiseurs – humains comme non-humains – est rendu invisible, au moins partiellement, au moins par moment.

Pour finir, la commercialisation de ces compétences vitales pose question. D'un côté, le marché des auxiliaires biologiques est en pleine expansion. Les évolutions des législations européennes et nationales laissent imaginer que le commerce de ces insectes « utiles » puissent/devraient remplacer rapidement celui des produits phytosanitaires. Par contraste, recourir aux compétences de plantes vivaces qui se reproduisent par elles-mêmes est vu par les gestionnaires d'espaces verts comme une manière de contourner l'emprise des grandes entreprises compagnies horticoles et semencières qui, du fait de leur situation oligopolistique, avaient jusqu'ici le pouvoir d'imposer des quotas et des conditions drastiques sur les achats de plantes (Ernwein, à paraître).

Cette marchandisation ambiguë du vivant, la question des conditions de travail des non-humains et du soin dont ils peuvent faire l'objet sont à mettre en perspective avec les relations de coopération (beaucoup plus sensibles) qui se jouent entre les jardiniers et *leurs* insectes dans de plus amples recherches, à venir.

## LA VILLE VIVANTE, UN RESEAU DE CONTRIBUTIONS

Cette contribution a été conçue comme une prise de position à l'encontre des approches de la nature en ville par la présumée « demande sociale » dont elle ferait l'objet. Abordant les citoyens non comme des « demandeurs » mais des acteurs voire des *faiseurs*, et la « nature »

---

<sup>12</sup> Un insecte qui, à l'heure du développement de l'industrie de l'entomophagie, pourrait bien devenir l'animal en batterie de demain si l'on ne s'intéresse pas à ses conditions de travail et d'élevage.

non comme un objet générique mais comme un ensemble hétérogène et multiple de non-humains agissants, il a visé à saisir l'activité de *production* mise en œuvre par ces deux catégories d'acteurs. Alors que citoyens et non-humains ont récemment surgi à titre d'acteurs dans les politiques d'espaces verts, leur prise en compte par les autorités publiques présente un certain nombre de caractères communs. Les programmes de travail bénévole et de mise au travail des non-humains sont tous deux des témoins de l'intégration des dynamiques sociales et non-humaines dans une nouvelle division du travail environnemental à l'heure de l'austérité. Ce qui pose la question de la protection de ces travailleurs non-salariés et non-humains face aux risques d'exploitation, ainsi que de la survie d'une profession formée, salariée et syndicalement protégée s'activant pour la réalisation d'un service public.

En prenant au sérieux la contribution de la société civile et des non-humains à la fabrique de la nature urbaine, nous avons tenté de la cadrer vis-à-vis des problématiques touchant la ville à l'ère néolibérale (privatisation, délégation de service public, valorisation économique du vivant, mais aussi culture de l'improvisation). Penser les faiseurs de nature en ville dans leur diversité force en effet, pour penser l'objet nature en ville, à prendre en compte l'économie politique, à réinterroger le travail, et à prendre au sérieux la matérialité dans sa dimension active et productive. Aussi éclairons-nous à partir de l'objet nature en ville certains des processus contemporains de l'action publique.

Finalement, reconnaître le caractère proliférant, spontané, dynamique, des non-humains, c'est voir en la ville non seulement du vert, mais surtout du vivant (Hinchliffe et Whatmore 2006). C'est aussi considérer le volet processuel de la nature (*natura-naturans* selon Larrère et Larrère 1997). Ainsi, nous proposons le terme de *ville vivante* pour rendre visibles et synthétiser les recherches récentes sur cette nature urbaine. Active, changeante, spontanée, la nature en ville ne relève plus d'un simple « vert » mais d'une mobilisation, d'un foisonnement, d'une incertitude liés à son caractère vivant qui fabrique, qu'on le voie ou non, la ville d'aujourd'hui. Notre approche sous l'angle du vivant invite enfin à l'interdisciplinarité : comprendre le rôle des non-humains comme faiseurs de ville requiert de travailler avec les biologistes, pour d'un côté comprendre les processus impliqués dans l'action des non-humains, et en retour proposer une version de la biogéographie qui soit ouverte aux apports des sciences sociales et politiques.

## BIBLIOGRAPHIE

- Adams D. et Hardman M. (2014), Observing guerrillas in the wild: Reinterpreting practices of urban guerrilla gardening, *Urban Studies*, vol. 51, n° 6, p. 1103-1119.
- Aggeri G. (2004), *La nature sauvage et champêtre dans les villes: Origine et construction de la gestion différenciée des espaces verts publics et urbains. Le cas de la ville de Montpellier*, Thèse de doctorat, ENGREF.
- Armanios R. (2016), « Le plan genevois pour grignoter le béton », *Le Courrier*, 30 août 2016.
- Arpin, I., Mounet, C., et Geoffroy, D. (2015), « Inventaires naturalistes et rééducation de l'attention : Le cas des jardiniers de Grenoble », *Etudes rurales*, n° 195, p. 89-108.
- Arrif T. (2009), « Les représentations sociales liées au lieu de résidence au sein du parc de Bercy », *Métropoles*, n° 5, [En ligne] <http://metropoles.revues.org/3876>
- Atchison J. et Head L. (2013), Eradicating bodies in invasive plant management, *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 31, n° 6, p. 951-968.
- Auricoste I. (2003), « Urbanisme moderne et symbolique du gazon », *Communications*, vol. 74, n° 1, p. 19-32.
- Barua M. (2016b), Nonhuman labour, encounter value, spectacular accumulation: the geographies of a lively commodity, *Transactions of the Institute of British Geographers*, p. 1-15 (online first).
- Baudry S. (2010), *Cultiver son jardin, s'inscrire dans la ville : Approche anthropologique des community gardens de New York City*, Thèse de doctorat en langue et cultures anglophones, Université Paris Diderot.
- Béguin M. (2013), *Deux "petits métiers" au cœur de la ville : éboueur, balayeur. Comment supporter le "sale travail"?*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Lorraine.
- Bergues M. (2010), « Fleurs jardinières et fleurs fleuristes », *Ethnologie française*, vol. 40, n° 4, p. 649-656.
- Blanc N. (2013), « Le face-à-face citadins/nature », *Multitudes*, n° 54, p. 129-139.
- Blanc N. (1998), « 1925-1990 : l'écologie urbaine et le rapport ville-nature », *L'Espace Géographique*, vol. 27, n° 4, p. 289-299.
- Bourdeau-Lepage L. et Vidal R. (2013), « Nature urbaine en débat : à quelle demande sociale répond la nature en ville ? », *Le Demeter*, 2013, p. 195-210.
- Bourdeau-Lepage L. et Vidal R. (2014), « Comprendre la demande sociale de nature en ville », in Chomarat-Ruiz C. (dir.), *Nature Urbaine En Projets*, Archibooks, Paris, p. 37-52.
- Boutefeu E. (2005), *La demande sociale de nature en ville : enquête auprès des habitants de l'agglomération lyonnaise*, PUCA/CERTU, la Défense.
- Braun B. (2014), A new urban dispositif? Governing life in an age of climate change, *Environment and planning D: Society and Space*, vol. 32, n° 1, p. 49-64.
- Braun B. (2008), Environmental issues: inventive life, *Progress in Human Geography*, vol. 32, n° 5, p. 667-679.
- Braun B. (2005), Environmental issues: writing a more-than-human urban geography, *Progress in Human Geography*, vol. 29, n° 5, p. 635-650.

- Brenner N. et Theodore N. (dir.) (2002), *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Malden, Blackwell Publishing.
- Classens M. (2015), The nature of urban gardens: toward a political ecology of urban agriculture, *Agriculture and Human Values*, vol. 32, p. 229-239.
- Collard R.-C. et Dempsey J. (2013), Life for sale? The politics of lively commodities, *Environment and Planning A*, vol. 45, n° 11, p. 2682–2699.
- Consalès J.-N. (2000), « Les jardins familiaux marseillais : laboratoires territoriaux d’une agriculture urbaine en Méditerranée », *Méditerranée*, vol. 95, n° 3, p. 81–88.
- Cooper M. (2015), In vivo economies: temporalities of life and value, *Journal of Cultural Economy*, vol. 8, n° 3, p. 257-259.
- Cueille S. (2003), « La campagne à portée de jardin. L’apport des sociétés horticoles au XIXe siècle », *Histoire urbaine*, n° 8, p. 129–140.
- Darribehaude F., Gardon S. et Lensel B. (dir) (2016), *Le vivant en ville : Nouvelles émergences*, Lyon, Métropole de Lyon/Vetagro Sup.
- De Weck J. (2016), « Ôter du béton pour verdir Genève au-delà de ses parcs », *Tribune de Genève*, 30 août 2016.
- Debarbieux B. et Rudaz G. (2010), *Les faiseurs de montagne. Imaginaires politiques et territorialités (xviiiè-xxie siècle)*, Paris, CNRS Éditions.
- Demailly K.E. (2015), *Jardiner les vacants. Fabrique, gouvernance et dynamiques sociales des vacants urbains jardinés du nord-est de l’Île-de-France*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Demailly K.E. (2014), « Les jardins partagés franciliens, scènes de participation citoyenne ? », *EchoGéo*, n° 27, [En ligne] <http://echogeo.revues.org/13702>
- Domene E. et Sauri D. (2007), Urbanization and class-produced natures: Vegetable gardens in the Barcelona Metropolitan Region, *Geoforum*, vol. 38, n° 2, p. 287-298.
- Donadieu P. (2009), « Où vont les architectes paysagistes ? Du paysagisme jardiniste au paysagisme de médiation », Communication à: Il progetto dell’urbanistica per il paesaggio. XII conferenza nazionale società degli urbanisti, Bari.
- Eizenberg E. (2012), Actually existing commons: Three moments of space of community gardens in New York City, *Antipode*, vol. 44, n° 3, p. 764-782.
- Eizenberg E. et Fenster T. (2015), Reframing urban controlled spaces: Community gardens in Jerusalem and Tel Aviv-Jaffa, *ACME: An international Journal for Critical Geographies*, vol. 14, n° 4, p. 1132-1160.
- Ernwein M. (à paraître) Urban agriculture and the neoliberalisation of what?, *ACME: an International Journal for Critical Geographies*.
- Ernwein M. (2017), Gemeinschaftsgärten und freiwillige Umweltarbeit: Die Aushandlung von Stellenwert und Bedeutung der Bürger\_innenbeteiligung in der Herstellung von Grünraum, in Rosol M., Kumnig S., Exner A. (dir) *Unkämpftes grün. Zwischen neoliberaler Stadtentwicklung und Stadtgestaltung von unten*, Bielefeld, Transcript Verlag, p. 187-207.

- Ernwein M. (2016b), « La gestion différenciée des espaces verts : Explorer les paradoxes du vivant en ville », in Darribehaude F., Gardon S. et Lensel B. (dir) *Le vivant en ville : Nouvelles émergences*, Lyon, Métropole de Lyon/Vetagro Sup, p. 90-97.
- Ernwein M. (2016a), « Jardiniers urbains : pratiques et représentations en circulation », in Allemand S. et Heurgon E. (dir) *Nourritures jardinières dans les sociétés urbanisées*, Paris, Hermann, p. 99-104.
- Ernwein M. (2015), *Jardiner la ville néolibérale: la fabrique urbaine de la nature*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Genève.
- Ernwein M. (2014), Framing urban gardening and agriculture: On space, scale and the public, *Geoforum*, vol. 56, p. 77-86.
- Exner A. et Schutzenberger I. (2017), Der Geschmack am Gärtnern. Gemeinschaftsgärten und öffentlicher Raum in Wien, in Rosol M., Kumnig S. et Exner A. (dir) *Unkämpftes grün. Zwischen neoliberaler Stadtentwicklung und Stadtgestaltung von unten*, Bielefeld, Transcript Verlag.
- Frauenfelder A., Delay C. et Scalabrini, L. (2014), « Potagers urbains vs jardins familiaux ? Réforme urbaine et controverses autour du beau jardin et son usage légitime », *Espaces et sociétés*, n° 158, p. 67-81.
- Froik Molin J. et Konijnendijk van den Bosch C.C. (2014), Between big ideas and daily realities—the roles and perspectives of Danish municipal green space managers on public involvement in green space maintenance, *Urban Forestry & Urban Greening*, vol. 13, n° 3, p. 553-561.
- Ghose R. et Pettygrove M. (2014), Urban community gardens as spaces of citizenship, *Antipode*, vol. 46, n° 4, p. 1092-1112.
- Guyon F. (2004), « Les jardins familiaux : miroirs des politiques de la cité », *Loisir et Société / Society and Leisure*, vol. 27, n° 2, p. 529-546.
- Hallé F. (2011), *La vie des arbres*, Bayard Culture, 70 p.
- Hallé F. (1999), *Eloge de la plante. Pour une nouvelle biologie*, Seuil, 340 p.
- Haraway D. (2008), *When species meet*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Hinchliffe S. et Whatmore S. (2006), Living cities: towards a politics of conviviality, *Science as Culture*, vol. 15, n° 2, p. 123-138.
- Hitchings R. (2007), Approaching life in the London garden centre: providing products and acquiring entities, *Environment and Planning A*, vol. 39, n° 2, p. 242-259.
- Hodgetts T. (2017), Wildlife conservation, multiple biopolitics and animal subjectification: Three mammals' tales, *Geoforum*, vol. 79, p. 17-25.
- Jeanjean A. (1999), « Les égouts de Montpellier : mots crus et mots propres », *Ethnologie française*, vol. 29, n° 4, p. 607-615.
- Jones R. (2002), Enticement: the role of community involvement in the management of urban parks, *Management of Leisure*, vol. 7, n° 1, p. 18-32.
- Krinsky J. et Simonet M. (2012), « La servitude et le volontaire: les usages politiques du travail invisible dans les parcs de la ville de New York », *Sociétés contemporaines*, n° 87, p. 49-74.
- Lachmund, J. (2013), *Greening Berlin. The co-production of science, politics and urban nature*. Cambridge, MIT Press.

Larrère C. et Larrère R. (1997), *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Aubier.

Le Crenn-Brulon P. (2010), *Les espaces verts au cœur de nouveaux enjeux : des projets de territoire au renouvellement des références jardinières - Le regard des jardiniers sur l'évolution de leur métier*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Bretagne Occidentale.

Lizet B., Wolf A.-E. et Celecia J. (dir) (1997), *Sauvages dans la ville. De l'inventaire naturaliste à l'écologie urbaine. Hommage à Paul Jovet*, JATBA, Paris, ed. Muséum National d'Histoire Naturelle.

Lorimer J. (2017), Probiotic environmentalities: Rewilding with wolves and worms, *Theory Culture and Society*, Online first.

Maris V. (2014), *Nature à vendre. Les limites des services écosystémiques*, Versailles, Quae.

Matthey L. (2014), « L'urbanisme qui vient. Usage des valeurs et du storytelling dans la conduite contemporaine des projets urbains (un exemple suisse) », *Cybergeo – Revue européenne de géographie*, [En ligne] <https://cybergeo.revues.org/26562>.

Matthey L. (2013), « Les faiseurs de paysage. Ethnographie d'un projet urbain », *L'Information Géographique*, vol. 77, p. 6-24.

Matthey L. (2011), « Urbanisme fictionnel : l'action urbaine à l'heure de la société du spectacle », *Métropolitiques.eu* [En ligne]: <http://www.metropolitiques.eu/Urbanisme-fictionnel-l-action.html>

Menozi M.-J. (2007), « “Mauvaises herbes”, qualité de l'eau et entretien des espaces », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 15, p. 144–153.

Mestdagh L. (2015), *Des jardinier.e.s partagé.e.s entre discours et pratiques : du lien social à l'entre-soi*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Sorbonne Nouvelle.

Nahmias P. et Hellier, E. (2012), « La gouvernance urbaine en question: le cas des lieux de nature cultivée. Une lecture de la situation rennaise », *VertigO – La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 12, n° 2, [En ligne] <http://vertigo.revues.org/13109>.

Paddeu F. (2015), *De la crise urbaine à la réappropriation du territoire : Mobilisations civiques pour la justice environnementale et alimentaire dans les quartiers défavorisés de Detroit et du Bronx à New York*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 4.

Pelt J.-M. (1996), *Les langages secrets de la nature*, Fayard, 298 p.

Perkins H.A. (2011), Gramsci in green: Neoliberal hegemony through urban forestry and the potential for a political ecology of praxis, *Geoforum*, vol. 42, n° 5, p. 558-566.

Perkins H.A. (2010), Green spaces of self-interest within shared urban governance, *Geography Compass*, vol. 4, n° 3, p. 255-268.

Perkins H.A. (2009), Out from the (Green) shadow? Neoliberal hegemony through the market logic of shared urban environmental governance, *Political geography*, vol. 28, n° 7, p. 395-405.

Porcher J. (2015), Animal work, in Kalof L. (dir) *The Oxford Handbook of Animal Studies*, Oxford, Oxford University Press, [En ligne] <http://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199927142.001.0001/oxfordhb-9780199927142-e-8>.

Quastel N. (2009), Political ecologies of gentrification, *Urban Geography*, vol. 30, n° 7, p. 694-725.



- Ramelet G. (2014), « La ville du WWF : Une nouvelle alliance entre protection de la nature et ville ? », in Chomarat-Ruiz C. (dir) *L'utopie d'une ville soutenable*. Paris, Editopics.
- Rosol M. et Schweizer P. (2012), Ortoloco Zurich: urban agriculture as an economy of solidarity, *City*, vol. 16, n° 6, p. 713-724.
- Rosol M. (2012), Community volunteering as neoliberal strategy? Green space production in Berlin, *Antipode*, vol. 44, n° 1, p. 239-257.
- Rosol M. (2010), Public participation in post-fordist urban green space governance: the case of community gardens in Berlin, *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 34, n° 3, p. 548- 563.
- Salomon Cavin J., Ruegg J. et Carron C. (2010), « La ville des défenseurs de la nature: vers une réconciliation? », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 18, n° 2, p. 113-121.
- Salomon Cavin J. (2006), « La ville au secours de la nature. Une politique urbaine pour l'Angleterre rurale », *Espaces et Sociétés*, n° 126, p. 141-148.
- Salomon Cavin J. (2005), *La ville mal-aimée*, Lausanne, PPUR.
- Scapino J. (2016), *De la friche urbaine à la biodiversité : Ethnologie d'une reconquête (La petite ceinture de Paris)*, Thèse de doctorat en anthropologie, Muséum National d'Histoire Naturelle.
- Slavuj Borcic L., Cvitanovic M. et Lukic A. (2016), Cultivating alternative spaces – Zagreb's community gardens in transition: From socialist to post-socialist perspective, *Geoforum*, vol. 77, p. 51-60.
- Smith N. (1984), *Uneven development: Nature, capital, and the production of space*, Malden, Blackwell.
- Strebel I. (2011), The living building: towards a geography of maintenance work, *Social & Cultural Geography*, vol. 12, n° 3, p. 243-262.
- Tollis C. (2013), « Pour le meilleur et pour le pire ! Les arbres en ville peuvent-ils faire patrimoine ? Analyse des spatialités concurrentes arbres-riverains à Grenoble », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 16 [En ligne] <http://vertigo.revues.org/13736>.
- Tollis C. (2012), *Bien gérer les "espaces de nature". Une éthique du faire-avec. Propositions pour une géographie des associations hétérogènes*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Grenoble.
- Tollis C., Garcia, P.-O. (2011), « Les mots de la nature en ville : évacuer, domestiquer, laisser faire », Communication au Colloque L'Aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues, les sociétés, 20 janvier 2011, Université Pierre Mendès France, Grenoble.
- Ulmi N. et Girardin M. (2013), *Genève dans ses parcs. Les nouveaux usages sociaux des espaces verts*, Nyon, Glénat.
- Wakefield S.D. (2016), *Living Infrastructure: Being, Time, and Government in New York City*, Thèse de doctorat en géographie.
- Wright J.P. et Jones C.G. (2006), The concept of organisms as ecosystem engineers ten years on: Progress, limitations, and challenges, *BioScience*, vol. 56, n° 3, p. 203-209.